



Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique

Jean-Luc MÉLENCHON

Front de Gauche / Place au peuple !
8 rue Chassagnole
93260 LES LILAS

Bagnolet, le 11 avril 2012

Objet :

***Vos engagements sur les rapports
entre la France et les pays d'Afrique du Nord ?***

Monsieur,

L'Afrique et la France ont une histoire commune, de la traite négrière au néocolonialisme en passant par le colonialisme, les indépendances. Les relations des gouvernements de la V^e République avec le continent Africain ont été marquées par des ingérences politiques, économiques et militaires qui ont conduit aux situations dramatiques que vivent les populations d'Afrique.

Notre association a pris connaissance avec intérêt des orientations et propositions contenues dans le document spécifique que vos militants ont distribué à l'occasion du Salon Anticolonial en février à La Bellevilloise à Paris. Il ouvre des perspectives pour une autre politique internationale et d'autres rapports avec les pays de l'Afrique sub-saharienne. Il répond à plusieurs des questions que nous avons adressées aux candidats à l'élection présidentielle 2012. Cependant, du fait que ce document ne traite pas des questions qui se posent au Nord du continent africain, intimement lié au reste de l'Afrique comme on le voit avec la situation dans le Sahel, nous sommes intéressés à connaître votre position à leur sujet.

Le Maghreb et le Machreq tiennent une part importante dans les relations internationales de la France qui a soutenu les régimes de dictature de Tunisie et d'Egypte tombés l'an passé et dans l'histoire commune de nos peuples. Après avoir déroulé le tapis rouge au Guide libyen à Paris, la France en s'alliant avec la Grande-Bretagne (autre ancienne puissance coloniale), s'est engagée dans une aventure militaire (sans l'avis du Parlement) aux lourdes conséquences pour les populations libyennes et des pays de la région, mais aussi pour l'intégrité des Etats.

L'Algérie a été colonisée par notre pays pendant 130 ans. Une importante communauté française s'y est installée, dont les générations suivantes ont fait leur cette terre. 150 000 Algériens ont participé à la libération de notre pays des armées hitlériennes et des centaines de milliers ont contribué à la reconstruction et à l'industrialisation de notre pays. La guerre de six années en Algérie qui a coûté la vie à 30 000 soldats français a fait entre 300 000 et 500 000 morts parmi la population algérienne. Les deux peuples ont subi les attentats de l'OAS dont les dirigeants ont tenté de renverser la République. La manifestation des familles algériennes en France a connu une répression sanglante le 17 octobre 1961 faisant des centaines de morts et les mêmes forces de police assassinaient neuf manifestants progressistes français le 7 février 1962. La mémoire du peuple de gauche est marquée par ces résistances françaises qui se sont opposées à la guerre coloniale et ont soutenu les indépendantistes algériens. Les rapports entretenus par les différents gouvernements qui se sont succédé en France depuis l'indépendance de l'Algérie ont été emprunts de rancœur. Ce qui ne va pas avec une nécessaire réconciliation. La France a mis 37 années à reconnaître qu'il y a eu une guerre en Algérie.

AFASPA – Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique

13 rue Pierre et Marie Curie 93170 BAGNOLET

Tél. : 01 49 93 07 60 / e-mail : afaspa@wanadoo.fr / website : <http://www.afaspa.com>

Le 23 février 2002 une loi ouvrait la voie à réhabilitation de l'idée coloniale, soutenue par le concept du « rôle positif de la colonisation, principalement au Maghreb ». Depuis, 63 stèles ont été érigées dans des villes de France à la gloire des « héros » de l'OAS. Enfin, cette année, le gouvernement sortant a supprimé les cérémonies officielles de commémoration du 19 mars 1962.

Au Maroc, la France est venue prêter main forte à l'armée espagnole dans la guerre extrêmement violente dans le Rif. Si le Protectorat français a pris fin en 1955 afin que les forces militaires se concentrent en Algérie, les liens économiques et politiques très étroits ont marqué les relations franco-marocaines, avec un soutien inconditionnel à Hassan II. La France a cautionné, aidé le dictateur dans la répression de ses opposants politiques et syndicaux. C'est sur le sol de la France que Mehdi Ben Barka a été enlevé avec la complicité des services secrets, les deux puissances redoutant ce grand tiers-mondiste.

Au Sahara occidental, la France qui s'était alliée à l'Espagne et au Maroc pour écraser la rébellion et les populations sahraouies en 1958, a cautionné l'invasion militaire de ce pays malgré la condamnation de l'Assemblée générale de l'ONU. Elle persiste dans cette ligne en cautionnant le refus du Maroc de permettre au peuple du Sahara occidental de s'exprimer sur son devenir dans un référendum d'autodétermination libre et sans contrainte, droit imprescriptible et inaliénable (Résolution 1514 de l'Assemblée générale de l'ONU de décembre 1960) dont la légitimité a été reconnue par la Cour internationale de justice de La Haye en octobre 1975). Elle soutient la proposition marocaine de régionalisation, faisant fi du droit international. Enfin, la « Patrie des droits de l'Homme » s'oppose au Conseil de Sécurité à ce que la MINURSO soit dotée comme les autres missions de l'ONU de par le monde, d'un volet sur les droits de l'Homme, alors que les rapports d'Amnesty International, de Human Rights Watch, de la FIDH, de la délégation du Parlement européen et cet automne du Comité contre la torture du Conseil des droits de l'homme de l'ONU attestent qu'ils sont l'objet de graves atteintes.

Ce bref constat nous conduit à vous demander en tant que candidat à l'élection présidentielle, comment, à partir de cette situation, vous comptez rétablir de nouveaux rapports entre la France et les pays d'Afrique du Nord :

- Comptez-vous reconnaître les crimes d'Etat que constituent la colonisation et l'usage de la torture durant la guerre d'Algérie, la répression des civils algériens le 17 octobre 1961 ?
- Comptez-vous ouvrir les archives classées « secret-défense » sur ces réalités ?
- Comptez-vous cesser le soutien inconditionnel de la France au Maroc qui repousse depuis 20 ans la mise en œuvre du référendum d'autodétermination au Sahara occidental et cesser de menacer du veto de la France à un mandat de surveillance des droits de l'Homme à la MINURSO ?

En vous remerciant de l'intérêt que vous porterez à notre sollicitation, nous vous remercions de bien vouloir répondre à ces questions qui permettront de visualiser l'ensemble de votre politique de relations nouvelles entre la France et le continent Africain, que nous ne manquerons pas de faire connaître.

Recevez, Monsieur, nos salutations distinguées.

Le Président de l'AFASPA



Jean Paul ESCOFFIER

AFASPA – Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique

13 rue Pierre et Marie Curie 93170 BAGNOLET

Tél. : 01 49 93 07 60 / e-mail : afaspa@wanadoo.fr / website : <http://www.afaspa.com>